

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09316P0146 du 06/09/2016

portant retrait de la décision implicite relative à la demande n° F09316P0146 et portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L341-1 et L341-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2016-04-14-001 du 14/04/16 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09316P0146, relative à la réalisation d'un projet de défrichement sur la commune de Gordes (84), déposée par monsieur ARNAUD Jean-Louis, reçue le 19/07/2016 et considérée complète le 25/07/2016 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 04/08/2016 ;

Considérant la nature du projet, qui relève 51a du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, comprise entre 0.5 et 25 hectares et consiste à procéder au défrichement de la parcelle cadastrée BO44 sur une superficie de 14 700 m² ;

Considérant que ce projet a pour objectif :

- de retrouver l'état originel de verger,
- de limiter le risque incendie,
- d'assurer la salubrité publique ;

Considérant la localisation du projet :

- en zone IND du POS approuvé le 12/09/1984 et modifié le 18/02/2005,
- en lieu et place d'un ancien verger,
- dans le périmètre du Parc Naturel Régional du Lubéron,
- dans l'aire de répartition de l'Aigle de Bonelli, espèce menacée faisant l'objet d'un Plan National d'Actions,
- au sein du site inscrit n°93184049 "l'ensemble formé par le plan de Gordes",

- dans le périmètre des monuments historiques n°0503003 "Château et sa tour ronde", n°0503004 "Maison Lhote" et n°0503005 "Hôtel saint Firmin, ancien hôtel Gaudin de Lancier" ;

Considérant que le projet n'est inscrit dans aucune Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique ;

Considérant l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France, sous réserve d'assurer l'entretien régulier du verger ;

Considérant les impacts du projet sur l'environnement, qui sont essentiellement liés à la phase de travaux ;

Arrête :

Article 1

La décision implicite résultant du silence gardé par l'administration au delà du délai réglementaire fixé par l'article R122-3-IV du code de l'environnement et prescrivant une étude d'impact pour la réalisation d'un projet de projet de défrichement de la parcelle cadastrée BO44 sur la commune de Gordes (84) est retirée ;

Article 2

Le projet de défrichement de la parcelle cadastrée BO44 situé sur la commune de Gordes (84) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de région. La présente décision est notifiée à monsieur ARNAUD Jean-Louis.

Fait à Marseille, le 06/09/2016.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
L'adjointe à la chef d'unité évaluation environnementale

Delphine MARIELLE



Décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer
Commissariat général au développement durable
Tour Voltaire
92055 La Défense Sud

